

UNES

L'AVENIR DES FINANCES DE L'UNION AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ



Les États-membres se montrent plutôt favorables à une hausse du budget de l'Union européenne pour l'après 2020.

Réunis le 23 février 2018 à Bruxelles lors d'un [sommet informel](#) dédié à l'avenir institutionnel et budgétaire de l'Union, les États-membres se sont dans leur majorité montrés favorables à une augmentation du cadre financier pluriannuel (CFP) post 2020. Cette hausse du budget de l'Union permettrait de résoudre en partie la difficile équation budgétaire liée au retrait du Royaume-Uni de l'UE, et l'arbitrage entre les nouvelles priorités politiques et la poursuite de celles dites « traditionnelles ». A ce titre, un consensus semble se dégager autour d'un renforcement des thématiques défense, migration et sécurité ainsi que d'une augmentation du budget pour les programmes [ERASMUS +](#) (mobilité) et le successeur d'[HORIZON 2020](#) (recherche et innovation).

Le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a aussi déclaré qu'il serait par ailleurs nécessaire de réduire les dépenses dans le domaine de l'agriculture et de la politique de cohésion, qui représentent actuellement près de 70% du budget. Reste à savoir si les États membres parviendront à trouver un accord politique sur le budget européen d'ici la fin 2018, pour permettre de finaliser la procédure budgétaire avant les élections européennes prévues en mai 2019. Le Parlement européen a pour sa part contribué au débat avec l'adoption du [rapport sur le futur CFP](#) en commission budgétaire le 22 février dans lequel les eurodéputés prônent la création de nouvelles ressources propres.

La prochaine étape d'importance sera la remise par la Commission européenne de sa proposition de Cadre financier pluriannuel, prévue le 2 mai 2018.

ARTICLES

COHÉSION : LES RÉGIONS S'ACCROCHENT



Les scénarii de la Commission européenne pour le prochain budget européen ont déclenché une vague de protestations de la part des Régions.

« 35% du montant du prochain budget », c'est le pourcentage que [Karl-Heinz Lambertz](#), Président du Comité des Régions, estime être le minimum en matière de politique de cohésion, alors que les options pour le budget post-2020 présentées par la Commission européenne dans une [communication publiée le 14 février](#) font craindre une réduction substantielle de l'enveloppe allouée à la politique régionale.

Parmi les 3 scénarii proposés, deux impliquent des coupes de 15% à 30%, tandis que le scénario le plus « ambitieux » table sur un statu quo, ce qui, exprimé en euros courants signifierait une baisse relative. Par ailleurs, le montant qui sera dévolu à la future politique de cohésion n'est pas le seul chef d'inquiétude pour les Régions, puisque de nouvelles conditionnalités pourraient venir s'ajouter à la très controversée conditionnalité macroéconomique, en lien avec l'État de droit ou la mise en place des réformes structurelles préconisées dans le semestre européen.

Les associations de Régions, telles que la Conférence des régions périphériques et maritimes ([CRPM](#)), ou le Conseil des Communes et Régions d'Europe ([CCRE](#)), par exemple, ont également fait part de leur mécontentement, évoquant des « coupes sombres ».

La question est sensible et la déclaration de la Commissaire à la Politique régionale, [Corina Crețu](#), [qui](#) a précisé que les propositions de son collègue du Budget, [Günther Oettinger](#), ne représentaient pas la position de la Commission, mais des « *illustrations d'idées qui sont dans le débat public afin de stimuler les discussions* », n'a pas réussi pour autant à apaiser les craintes.

Seule note optimiste : les chefs d'États et de Gouvernements réunis à Bruxelles le 23 février se sont montrés plutôt favorables à une hausse du budget global après 2020.

MACRORÉGION ALPINE



La macrorégion alpine désormais présidée par l'Autriche et le Tyrol.

Depuis le 7 février dernier, c'est l'Autriche et plus particulièrement le Tyrol qui assurent la présidence tournante de la macrorégion alpine, ([EUSALP](#)). La présentation du programme de cette présidence a dégagé 4 axes majeurs : l'accès à l'emploi, la mobilité intermodale et la connectivité

des services publics, la montée en puissance des énergies renouvelables et enfin, le positionnement de la coopération et de la coordination au cœur de la gouvernance.

« *La coopération offre une chance de modeler le futur* » a ainsi indiqué Günther Platter, Gouverneur du Tyrol, devant de nombreux représentants politiques, dont le Président Laurent Wauquiez et le Vice-Président Etienne Blanc pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

La réunion de lancement de la Présidence autrichienne à Innsbruck a été aussi l'occasion d'annoncer que le relais serait pris en 2019 par l'Italie et la Région Lombardie pour assurer la Présidence de la macrorégion Alpine, avant la France en 2020.

Enfin, le prochain forum annuel se tiendra les 20-21 novembre à Innsbruck.

BIENTÔT UNE UNIVERSITÉ EUROPÉENNE ?



Les ministres de l'Éducation de l'Union, tout comme la Commission, se montrent favorables à la création d'un réseau d'universités européennes.

Les ministres de l'Éducation de l'Union qui étaient présents lors du Conseil du 15 février, ont soutenu l'idée française de création d'un réseau d'universités européennes.

[Tibor Navracsics](#), commissaire à l'Éducation, la Culture, la Jeunesse et au Sport, se dit prêt à lancer un projet pilote vers un « espace européen de l'éducation » sur la base de 4 pistes : renforcer la mobilité et les échanges, lancer un réseau d'universités qui offre des programmes conjoints, favoriser la reconnaissance des diplômes et enfin, renforcer l'apprentissage des langues.

Ce projet pilote pourrait être lancé au cours du second semestre 2018, des réunions entre la Commission et les recteurs des grandes universités ayant d'ores et déjà débuté, selon certaines sources.

LA DÉFENSE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE



Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a plaidé pour une défense européenne plus efficace le 17 février dernier à Munich.

Le [Président de la Commission européenne](#) a réagi à certains propos tenus outre Atlantique sur le risque d'une substitution de [l'OTAN](#) par l'UE. « *Nous faisons plus parce que nous devons faire plus* » [a-t-il déclaré](#), précisant que l'Union ne pouvait pas compter uniquement sur ses alliés et souhaitait protéger ses intérêts et sa sécurité.

Pour ce faire, Jean-Claude Juncker a insisté sur la nécessité de rendre plus efficaces les marchés de l'armement, mettant en parallèle les 178 types d'armes de l'Union quand il n'en existe que 30 aux États-Unis. Il a également remis en cause l'unanimité du processus décisionnel européen en matière de politique étrangère et de défense, précisant que cette unanimité « *empêche d'interagir dans la politique internationale* ».

Pour l'heure, la Commission européenne [a annoncé](#) le 16 février débloquer plus de 30 millions d'euros pour des projets de surveillance maritime et d'équipements des soldats. Le Parlement européen n'est pas en reste puisque sa commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie a adopté, le 20 février, un projet de résolution législative offensif préparé par [Françoise Grossetête](#) (PPE) sur le [futur programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense](#). Les eurodéputés souhaitent notamment restreindre les conditions d'accès des entreprises de pays tiers et ont confirmé le budget de 500 millions d'euros pour 2019-2020. Le Parlement se prononcera en session plénière en mars sur ce texte avant que la négociation avec les ministres ne débute.

LIFE 2018 : PRÉPARATIFS



Avis aux candidats potentiels.

Le programme LIFE est l'instrument financier de la Commission européenne de soutien aux projets dans les domaines de l'environnement et du climat. Selon le [Point de contact national](#), le prochain [appel à propositions LIFE](#) sera accessible dès la mi-avril 2018. Il sera composé de 2 étapes.

La première qui est la présentation brève de projets sera clôturée le 12 juin. Les candidatures complètes des projets retenus devront être soumises en octobre 2018. L'association française [Enviropea](#) assure, pour le compte du ministère de l'Écologie une [mission générale d'assistance](#) à tous les porteurs de projets français souhaitant bénéficier du soutien du programme européen LIFE dans la préparation de leurs propositions. Une réunion d'information sera organisée le 6 avril prochain à Paris.

FUTUR PROGRAMME CADRE DE RECHERCHE ET CONNEXIONS TERRITORIALES



Le Comité des Régions souhaite que les territoires soient de véritables acteurs du futur programme qui succèdera à Horizon 2020.

Dans le cadre de la construction du futur programme-cadre de la recherche qui succèdera à [Horizon 2020](#), le Comité des Régions a adopté un [rapport](#) insistant sur l'importance des stratégies régionales d'innovation et leurs coopérations. [Christophe Clergeau](#), conseiller régional des Pays de

la Loire et rapporteur de cet avis, a également suggéré que le prochain programme-cadre puisse prévoir une nouvelle action «Connexions territoriales» («Territorial Connexions») en vue de reconnaître, et de financer, l'excellence régionale sur le modèle de la [Vanguard Initiative](#).

« Le prochain programme-cadre devrait reposer sur une approche territorialisée de la R&I, dans le cadre de laquelle les Régions et les Villes seraient reconnues comme des responsables politiques et des parties prenantes à part entière. La reconnaissance des initiatives collectives locales et des écosystèmes, la cohérence des objectifs politiques, la complémentarité des politiques publiques, la compatibilité entre les instruments financiers et l'élaboration conjointe des politiques sont autant d'éléments indispensables à la mise en œuvre de synergies fructueuses avec les fonds structurels et d'investissement », a expliqué M. Clergeau.

À noter que les bureaux des Régions françaises à Bruxelles, dont Auvergne-Rhône-Alpes, ont travaillé avec les représentants du [CLORA](#) (Club des Organismes de Recherche Associés) à une proposition similaire de nouvel outil pour le futur programme cadre de recherche et d'innovation, intitulé « territorial connection ».

COMMENT SOUTENIR LE TOURISME ?



Les ministres européens du Tourisme ont évoqué le 13 février plusieurs pistes de développement du tourisme en Europe.

C'est à Sofia, à l'occasion d'une [rencontre](#) informelle qui s'est tenue le 13 février dernier que les ministres européens du Tourisme ont échangé sur différents moyens de soutenir l'industrie touristique de l'Union.

Au premier chef, il a été question de la création d'un Fonds européen du tourisme, que la [Présidence bulgare](#) du Conseil pourrait porter jusqu'à la table des négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. De l'avis de la Présidence bulgare et de la [Commissaire Bienkowska](#), en charge du Marché intérieur, de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des PME, l'accent doit être mis sur la numérisation du secteur, qualifiée d'enjeu-clef pour le futur de cette filière qui représente plus de 10% du PIB européen.

Enfin, la Présidence bulgare a proposé de créer une carte répertoriant les 100 attractions touristiques majeures du territoire européen.

LES RÉALISATEURS MOBILISÉS POUR L'AVENIR DU CINÉMA EUROPÉEN

KEN LOACH UNITED-KINGDOM / FATIH AKIN GERMANY / MARCO BEL BELGIUM / PABLO BERGER SPAIN / JOACHIM TRIER NORWAY / DAN BERTUCCELLI FRANCE / KAROLINA BIELAWSKA POLAND / JOHN ISABEL COIXET SPAIN / IEVA ROMANOVA LATVIA / EMANUELE CRU SPAIN / JEAN-PIERRE DARDENNE BELGIUM / LUC DARDENNE BELGIUM / GAVRAS FRANCE / JOCHEN GREVE GERMANY / ROBERT GUÉDIGUIAN SWEDEN / KAMEN KALEV BULGARIA / TONIA MISHALI CYPRUS / CI SAARELA FINLAND / DANIELE LUCCHETTI ITALY / OLE CHRISTIAN MA SWITZERLAND / RADU MIHAILEANU FRANCE / DAN CLIFTON UNITED KINGDOM / SIR ALAN PARKER UNITED-KINGDOM / CORNELIU PORUMB ROMANIA / SISSAKO FRANCE-MAURITANIA / BIRGITTE STÆRMOSE DENMARK / ALBERT AUSTRIA / BERTRAND TAVERNIER FRANCE / FERHANO TRÜEB -KINGDOM / AGNIESZKA HOLLAND POLAND / KLEMEN DVORNIK SLOVEN

Ken Loach, les frères Dardenne, Costa-Gavras, Claude Lelouch et bien d'autres, se sont exprimés pour une Europe de la création guidée par l'exception culturelle.

Réunis dans le cadre du [Forum du Film européen](#), ce sont plus de 160 réalisateurs de 24 États membres qui ont signé une [tribune](#), souhaitant alerter sur les menaces pour l'avenir du cinéma

européen. Outre la lutte contre le piratage qui est une priorité absolue, les réalisateurs demandent à l'Union de garantir aux auteurs « *une juste rémunération pour l'exploitation à la demande de leurs œuvres partout en Europe* ».

Ils considèrent que ces droits doivent être acquis par territoire et que les règles applicables devraient être celles du pays où la diffusion a lieu.

De même, ils se prononcent pour une fiscalité européenne équitable dénonçant le traitement accordé aux GAFAN (Google, Amazon, Facebook, Apple, Netflix).

Enfin, alors que des arbitrages budgétaires importants pour le post-2020 vont avoir lieu, ils demandent le renforcement et la pérennisation du [programme MEDIA](#) qui, depuis plus de 25 ans, joue un rôle déterminant pour la vitalité de la diversité culturelle.

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?



WiFi4EU : coup d'envoi prochain

La mise en œuvre de [l'initiative WiFi4EU](#) qui vise à développer le WIFI gratuit dans les endroits publics se rapproche à grands pas.

Comme annoncé dans [le programme de travail 2018](#) du mécanisme pour l'interconnexion en Europe, un premier [appel à projets](#) sera lancé mi-mars par la Commission européenne et le ministère de la Cohésion des territoires à destination des fournisseurs d'Internet.

Les communes et associations de communes pourront dès lors s'enregistrer sur un [portail dédié](#) et devront se tenir prêtes à candidater 6 à 8 semaines plus tard. La compétition sera rude car la sélection se fera suivant le principe « premier arrivé, premier servi ».



Un guide pour les appels d'offres

La Commission européenne a mis en ligne une aide destinée à guider les autorités publiques dans la rédaction des procédures d'appels d'offres.

La Commission propose un soutien technique destiné à « *assurer l'impact maximum de chaque euro que l'UE dépense, au bénéfice direct des citoyens* ». Il s'agit d'une [procédure complète](#) en matière d'appel d'offres dans le cadre des Fonds européens structurels et d'investissement « *depuis la préparation et la publication des appels à projets jusqu'à la sélection et l'évaluation des offres et la mise en œuvre du contrat* ». Bonnes pratiques et modèles, aujourd'hui disponibles en anglais, seront traduits pour être accessibles à chaque État membre.



Définition des PME

La Commission européenne lance, jusqu'au 6 mai 2018, une consultation sur la définition des PME.

La [définition des PME](#), régie par la [recommandation 2003/361/CE](#) est utilisée à tous les stades de la vie de l'entreprise qu'il s'agisse de l'évaluation de la concurrence, de l'éligibilité aux aides européennes, à certaines exemptions administratives, taxes, etc.

En vue de la révision de cette recommandation, la Commission européenne [consulte](#), jusqu'au 6 mai 2018, l'ensemble des parties prenantes sur la définition européenne de la PME.



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous avez un projet dans le domaine de la promotion des produits agricoles ?

L'appel à propositions 2018 est ouvert. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



DICO DE L'EUROPE

Spitzenkandidat

Introduit lors de la dernière campagne des élections européennes (2014), le terme emprunté à l'allemand désigne pour les partis politiques européens la « tête de liste » qui, en même temps que conduire la liste aux élections au Parlement Européen, devient leur candidat au poste de président de la Commission européenne.

Le « Spitzenkandidat » permet de personnaliser le scrutin et de démultiplier sa portée démocratique. La question de la reconduction ou pas du « Spitzenkandidat » fait actuellement débat dans le cadre de la préparation des futures élections européennes (mai 2019) et a été discutée lors du [dernier Conseil européen informel du 23 février](#).

L'alternative est le retour à un candidat choisi librement par le Conseil européen, hypothèse qui semble être préférée par les Vingt-sept.

BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



Financements européens

Des Auvergnats remarquables dans la [dernière sélection](#) INTERREG [SUDOE](#).

Sur 357 candidatures soumises dans le cadre du second appel à projets, 21 projets liés à la recherche et à l'innovation (axe 1) ou bien à l'efficacité des ressources naturelles (axe 5), recevront des financements européens dans le cadre du programme INTERREG SUDOE.

C'est le cas sur l'axe 1 de CoMMandIA, qui travaille sur un système multi-robot destiné à l'industrie de confection des chaussures et dont le chef de file est [SIGMA](#) à Clermont-Ferrand et de KET4F-Gas, qui vise à développer des solutions vertes en matière de gaz fluorés en lien étroit avec [l'Université Clermont Auvergne](#).

NOTRE RÉGION À BRUXELLES



Partenaires sociaux et digitalisation : Des membres du CESR à Bruxelles et Anvers pour le lancement d'un projet européen.

Les 22 et 23 février 2018, une délégation du [Conseil Economique, Social et Environnemental Régional](#) (CESER) d'Auvergne-Rhône-Alpes a participé à Bruxelles à la réunion de lancement du projet européen [« the social partners on the digital fast track »](#) relatif aux impacts de la digitalisation sur le développement économique, l'innovation, les compétences et la formation, le marché du travail et le dialogue social.

Ce projet dont il est partenaire, a été initié par le Conseil social et économique flamand, le SERV, et bénéficie d'un soutien du FSE (Fonds social européen) flamand, volet transnational. Sont également partenaires de ce projet le Conseil économique et social de la Région autonome de Valence en Espagne, ASO, syndicat de salariés de la République tchèque, ainsi que trois partenaires allemands des Länder de Saxe, Saxe-Anhalt et de Rhénanie du Nord Westphalie.

Ce projet dont l'objectif est de partager des bonnes pratiques en matière de digitalisation se déroule sur 18 mois, chaque pays organisera une table ronde sur un des thèmes du projet. En 2019, la troisième table-ronde aura lieu à Lyon sur le développement économique et l'innovation. Lors de la première rencontre à Bruxelles et Anvers, le SERV a pu présenter les réflexions menées en Flandre sur le sujet et une visite d'entreprise a permis de mesurer les évolutions en cours et les défis à relever.

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)